

**Marché de Prestations Intellectuelles**

ETUDE DE LA BIODIVERSITE ET PRISE EN COMPTE DES ENJEUX IDENTIFIES POUR LES PERIMETRES DE  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ILE-DE-FRANCE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

## Table des matières

1. CONTEXTE .....	3
2. MISSIONS .....	4
3. DETAILS DES MISSIONS .....	5
4. PILOTAGE ET SUIVI .....	25
5. ORGANISATION.....	25
6. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	26
7. ANNEXE .....	27

## 1. CONTEXTE

L'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France est un établissement public de l'Etat, à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

- Cet établissement est habilité, sur un territoire de pleine compétence correspondant à celui de la Région Ile- de-France, à procéder à toutes les acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement au sens de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme notamment par voie amiable, par préemption et par expropriation ;
- à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement des missions définies au ci-dessus et, le cas échéant, à participer à leur financement.

Les missions sus définies peuvent être réalisées par l'EPFIF soit pour son compte ou celui de l'Etat et de ses établissements publics, soit pour le compte des collectivités territoriales et de leurs groupements, conformément aux conventions passées avec eux.

L'objet de cet accord-cadre est de procéder à des analyses d'enjeux relatifs à la faune, la flore ainsi qu'aux habitats naturels (terrestres, humides et aquatiques) et de proposer des préconisations permettant de prendre en compte les enjeux identifiés en préalable des acquisitions ou pendant la durée du portage réalisées par l'EPFIF (pré-programmation), ou en amont des travaux de démolition et/ou dépollution menés sur des fonciers portés par l'EPFIF, dans le cadre d'une démarche « Eviter, Réduire, Compenser » (ERC). Il est donc important de noter que l'EPF n'est pas nécessairement propriétaire des fonciers sur lesquels les études seront réalisées. Ces études peuvent avoir lieu dans tous les départements de l'Ile-de-France.

L'EPFIF a conclu au 31 décembre 2024, plus de 380 conventions d'intervention foncière correspondant à un engagement plafond cumulé des conventions en cours de l'ordre de 6 milliards d'euros sur plus de 2400 hectares de maîtrise foncière permettant la réalisation à terme de 177 000 logements et 7,2millions m<sup>2</sup> d'activités.

Pour réaliser ces objectifs, l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France a vocation à intervenir auprès de collectivités locales de la première, deuxième ou troisième couronne.

Il acquiert des biens immobiliers très divers (ensembles industriels, immeubles d'habitation et de commerce, entrepôts, terrains nus, parcelles agricoles, etc.), par voie de préemption, d'expropriation ou amiable, pour lesquels il effectue le portage foncier dans l'attente de la définition et de la mise en œuvre du projet de construction ou d'aménagement.

Sa mission de maîtrise foncière consiste à livrer, au terme des conventions, un foncier « prêt à l'emploi », ce qui amène l'EPFIF à libérer les locaux ou terrains en réalisant notamment toutes les évictions utiles, et dans certains cas, à démolir et/ou dépolluer les biens.

Du fait de l'activité de l'EPFIF, le nombre de périmètres de maîtrise augmente régulièrement. Il est donc à noter que les périmètres couverts par le contrat projeté peuvent être amenés à être élargis et en augmentation au cours du marché.

## **2. MISSIONS**

Les objectifs de la mission d'expertise se déclinent de la façon suivante :

- MISSION 1 : Pré-diagnostic des enjeux écologiques et fonctionnels
- MISSION 2 : Diagnostic faune-flore, impacts et mesures
- MISSION 3 : Délimitation et fonctionnalité des zones humides
- MISSION 4 : Diagnostique phytosanitaire
- MISSION 5 : Préconisations d'intervention et de gestion écologique de site
- MISSION 6 : Evaluation préalable du potentiel de mobilisation du foncier pour la compensation
- MISSION 7 : Sensibilisation
- MISSION 8 : Réunions nécessaires aux études

### **3. -DETAILS DES MISSIONS**

#### **3.1. MISSION 1 : PRE DIAGNOSTIC DES ENJEUX ECOLOGIQUE ET FONCTIONNELS**

##### **Contexte de la mission**

L'EPFIF souhaite disposer, en amont de ses interventions, d'une première évaluation des enjeux écologiques et fonctionnels des sites concernés, afin d'identifier les milieux et espèces à protéger. Cette étape vise à rassembler et analyser les connaissances disponibles, valider les hypothèses initiales et mieux comprendre la sensibilité écologique locale. Cela permettra d'orienter les étapes suivantes de l'étude et de planifier les interventions en intégrant ces enjeux, tout en anticipant les obligations réglementaires associées.

##### **Objectif de la mission**

L'objectif est de récolter et synthétiser les données bibliographiques naturalistes concernant le secteur d'étude et ses environs complétées par les observations réalisées sur site, afin de mettre en évidence des contraintes réglementaires et patrimoniales déjà connues. Ces données concerneront les zones naturelles d'intérêt reconnu (périmètres de protection et d'inventaire, y compris les Espaces Naturels Sensibles), la flore, la faune et les corridors écologiques.

##### **Cadre imposé**

###### **Cadre méthodologique :**

La mission de pré-diagnostic s'appuie sur une démarche combinant une analyse documentaire approfondie, une enquête auprès des organismes ressources et des visites de terrain ciblées par des experts faune et flore. L'objectif est de consolider l'état des connaissances écologiques de la zone d'étude, de valider les enjeux identifiés et d'évaluer la sensibilité environnementale locale.

La synthèse de l'étude devra présenter les différents enjeux écologiques présents sur le site dans une logique d'aide à la décision. Elle intégrera notamment la présentation de l'Indice de Potentiel Ecologique (IPE) basée sur la méthode du Muséum National d'Histoire Naturel.

###### **Cadre réglementaire :**

Le pré-diagnostic des enjeux écologiques et fonctionnels vise à identifier les enjeux susceptibles de générer des obligations légales : Présence d'espèces protégées, de zones humides, périmètre Natura 2000, protection patrimoniale spécifique, présence d'espèces exotiques envahissantes...

Cette identification permet d'adapter les modalités d'intervention sur le site pendant le portage et d'anticiper les procédures à envisager.

###### **Cadre opérationnel :**

Le titulaire est sollicité par l'EPF via l'envoi d'une fiche de saisine, qui comportera à minima le contexte de la demande, ainsi que les informations relatives à l'accès au site, à sa gestion temporaire et au cadre réglementaire, (cf. annexe numéro 1). Il transmet en retour un devis précisant les modalités d'intervention et incluant un planning de réalisation. La restitution des résultats doit être réalisée dans les délais impartis, et des réunions intermédiaires peuvent être organisées selon les besoins du projet.

Cette mission concerne des périmètres d'intervention de l'EPFIF qui peuvent être partiellement bâtis

ou non bâtis et porter tout type d'occupation (logements, activités économiques, activités agricoles...). Les sites à expertiser n'appartiennent pas toujours à l'EPFIF. Dans tous les cas, les modalités d'accès aux parcelles seront fournies dans le cadre de la fiche saisine (cf annexe numéro 1).

### **Etapes**

La réalisation de cette mission sera composée de :

- Synthèse des données bibliographiques

Le but est d'établir l'état des lieux des connaissances du point de vue écologique et mettre en évidence les éléments déjà connus sans passage sur site. Les documents fournis par l'EPFIF, en particulier les études environnementales et photos déjà réalisées, seront analysés et synthétisés, de manière à appréhender précisément la nature du projet, ses caractéristiques, son emprise, les données disponibles (données naturalistes en particulier).

Une enquête sera également menée auprès d'organismes-ressources de manière à récolter les données d'éventuelles études antérieures, ainsi que par des données réputées connues et diffusables sous certaines conditions (à l'échelle des communes concernées par l'aire d'étude).

Cette mission de collecte bibliographique identifiera notamment :

- Les zones naturelles d'intérêt écologique reconnu (ZNIEFF, Natura 2000...) et les zones sensibles (boisements, zones humides, haies...)
- La proximité d'espaces à enjeux réglementaires (Arrêté préfectoral de protection de biotope, réserves naturelles régionales ou nationales, sites inscrits ou classés, réserves biologiques dirigées ou intégrales), fonciers (espaces boisés classés, espaces naturels sensibles, sites Pro Natura Ile-de-France), contractuels (mesures agro-environnementales, Parcs naturels régionaux, Natura 2000) et désignés (Zones naturelles d'intérêts écologiques, faunistiques et floristiques, ZNIEFF).
- Les liens fonctionnels existants ou potentiels entre les milieux notamment les continuités écologiques (à travers le Schéma Régional de Cohérence Écologique ou les trames vertes et bleues réalisées sur le secteur d'étude),
- Cette analyse du contexte paysager s'appuiera sur les « cartes d'alertes » produites par le Conservatoire botanique national du Bassin Parisien ainsi que sur les cartographies produites par l'Observatoire des Territoires Franciliens (<http://observatoire.natureparif.fr/public/>).
- La cartographie des zones à dominante humide du SDAGE Seine-Normandie reprise potentiellement par les SAGE concernés,
- La biodiversité ordinaire et remarquable citée sur le secteur d'étude avec distinction en fonction du caractère patrimonial des espèces (statut réglementaire, listes rouges...).

L'EPFIF s'engage à fournir les éléments en sa possession concernant les caractéristiques du lieu notamment concernant ses enjeux écologiques et environnementaux.

- Passage sur site

Afin de valider ou d'invalider les enjeux écologiques du site, au moins 2 passages sur site seront prévus

(saison à définir selon les enjeux) par un botaniste et un fauniste. Il ne s'agira pas d'inventaires exhaustifs mais d'un pré-diagnostic écologique permettant d'évaluer la sensibilité écologique du site.

Les indicateurs de sensibilité écologique du site devront être basés sur les mêmes critères pour les différents sites étudiés. Le prestataire proposera et expliquera une échelle de sensibilité dans son offre.

Une attention particulière sera également portée à cette analyse de la sensibilité et de la vulnérabilité des espèces et des milieux à l'échelle locale, afin de mettre en évidence le rôle du site d'étude et de ses environs dans le fonctionnement écologique du secteur. L'objectif de cette synthèse sera de fournir une vision claire, synthétique et hiérarchisée des enjeux écologiques en présence dans l'aire d'étude.

L'évaluation de l'intérêt patrimonial du milieu naturel et de sa sensibilité sera réalisée, sur la base des critères suivants :

- La présence d'espèces végétales ou animales protégées au regard des textes réglementaires de protection des espèces au niveau régional, national ou européen, ou patrimoniales au regard des différents référentiels scientifiques disponibles (espèces menacées, rares, en déclin...).
- La présence d'habitats d'intérêt communautaire au titre de la Directive Habitats, d'habitats patrimoniaux au niveau régional, ou d'habitats d'espèces protégés ou patrimoniales.
- La présence de relations fonctionnelles entre zones de dépendance pour la faune (zones de reproduction, repos, alimentation, hivernage...) et axes de déplacements, en particulier pour les amphibiens, l'avifaune, les chiroptères et la grande faune.
- La présence d'espèces exotiques envahissantes et la localisation des stations.

L'EPFIF s'engage à fournir les éléments en sa possession concernant les caractéristiques du lieu notamment : études déjà réalisées qu'elles soient en lien avec les enjeux écologiques ou les caractéristiques du site (pollution, amiante dans les bâtis, ...).

### **Livrables attendus**

Pour chaque périmètre étudié, il sera demandé au prestataire de fournir un rapport PDF comprenant :

- Une cartographie du lieu mettant en évidence les enjeux identifiés.
- Une synthèse des analyses de sensibilité écologique pour chaque typologie d'espèces et d'habitats considéré
- Une synthèse non technique reprenant les enjeux et leurs niveaux d'importance ainsi que l'évaluation des risques opérationnels et la présentation de l'Indice de Potentiel Ecologique (IPE).
- Une carte de sensibilité écologique.
- Une analyse réglementaire permettant d'étudier les obligations liées au projet (Cas par Cas, Etude d'Impact, Loi sur l'eau, Dérogation Espèces Protégées...) et le besoin d'études complémentaires.

Les données cartographiques seront fournies à l'EPFIF sous la forme de fichiers SIG au format Shapefile

(.shp) en projection Lambert 93.

### **Délais**

A réception de la fiche saisine par le prestataire ce dernier disposera d'un délai de réponse de 15 jours ouvrés maximum.

Le titulaire proposera un planning prévisionnel détaillé dans le devis transmis à l'EPFIF pour validation. Le délai de réalisation sera de 2 mois à compter de la notification et couvrira l'ensemble des étapes de la mission.

Certains dossiers pourront avoir un caractère urgent. Dans la fiche saisine, l'EPFIF inscrira le caractère urgent. Le prestataire devra pouvoir répondre à cette urgence.

L'EPFIF s'engage à ne pas abuser de la procédure dite "d'urgence".

## **3.2. MISSION 2 : DIAGNOSTIC FAUNE-FLORE, IMPACTS ET MESURES**

### **Contexte de la mission**

Ce diagnostic (mission 3.2.1) intervient dans le cadre d'un projet pouvant être soumis à une étude d'impact, ou sur un site identifié comme sensible. Il permet de définir les enjeux de biodiversité présents sur le périmètre du projet, d'identifier les impacts associés (mission 3.2.2) et de fournir des éléments pour les éviter et les réduire (mission 3.2.3) pendant le portage et la gestion du site par l'EPF. Il s'agira également d'assurer le suivi et le contrôle de la bonne mise en œuvre des mesures proposées le cas échéant (mission 3.2.4). Ces quatre missions pourront être dissociées en fonction du besoin formulé par l'EPFIF et feront, dans ce cas, l'objet de bons de commande distincts.

Les préconisations liées à la séquence ERC permettront, lors de la cession à l'opérateur, de lui présenter le contexte environnemental du site et de porter à sa connaissance les responsabilités potentielles qui lui incomberont par la suite.

### **Objectif de la mission**

Ce diagnostic vise à fournir une connaissance actualisée de la biodiversité présente (faune, flore, habitats naturels), à en identifier les enjeux écologiques et réglementaires, ainsi qu'à évaluer les risques liés à une future opération d'aménagement. Il s'inscrit dans une démarche d'anticipation, visant à intégrer les enjeux environnementaux dès les phases initiales du projet.

Cette mission poursuit plusieurs objectifs stratégiques : sécuriser l'acquisition foncière, orienter les choix d'aménagement en prenant en compte les enjeux de biodiversité dès les premières réflexions, et assurer une bonne articulation avec les exigences réglementaires, telles que l'étude d'impact, la procédure au cas par cas, ou les dossiers Loi sur l'eau.

### **Cadre imposé**

#### **Cadre méthodologique :**

Le prestataire présentera sa proposition méthodologique adaptée aux enjeux mis en évidence par la bibliographie et répondant aux exigences de fond et de forme, pour les éléments qui le concerne, de l'article R122-5 du Code de l'environnement relatif au contenu de l'étude d'impact. L'étude à réaliser comportera trois thématiques principales :

- La flore,



- La faune,
- Les habitats terrestres et aquatiques.

Chacune de ces thématiques devra être étudiée sous l'angle du diagnostic et des impacts, tout en réalisant une analyse globale des enjeux et des fonctionnalités.

La synthèse de l'étude présentera également l'Indice de Qualité Ecologique (IQE) basée sur la méthode du Muséum National d'Histoire Naturel.

#### Cadre réglementaire :

Le diagnostic faune-flore vise à identifier les enjeux écologiques d'un site en amont d'un projet, et permet ainsi d'anticiper d'éventuelles obligations réglementaires telles que la demande de dérogation pour espèces protégées, procédure Loi sur l'eau, prise en compte de périmètres sensibles (zones humides, Natura 2000, ZNIEFF...). Il doit notamment pouvoir être mobilisé dans le cadre de la réalisation des dossiers réglementaires relevant de la demande de « cas par cas » ainsi que de l'évaluation environnementale aussi bien stratégique (plan, programme) qu'opérationnelle (projet).

La mise en œuvre de la séquence ERC, définie à l'article L. 122-1 du Code de l'environnement, relève de l'opérateur une fois le projet d'aménagement défini. L'EPF n'a donc pas vocation à mettre en place l'application de ces mesures.

Cependant, dans le cadre de la gestion foncière ou de travaux d'entretien, l'EPFIF reste responsable de la préservation des enjeux environnementaux identifiés conformément au principe de non-détérioration de l'environnement énoncé à l'article L. 110-1 du Code de l'environnement, qui s'impose à tout acteur intervenant sur un site.

Par ailleurs, les dispositions de l'article L411-2-1 du même code permettent d'être dispensé de l'obtention de la dérogation mentionnée au 4° du I de l'article L. 411-2 lorsque le projet comporte des mesures d'évitement et de réduction présentant des garanties d'effectivité telles qu'elles permettent de diminuer le risque de destruction ou de perturbation des espèces et lorsque ce projet intègre un dispositif de suivi permettant d'évaluer l'efficacité de ces mesures et, le cas échéant, de prendre toute mesure supplémentaire nécessaire pour garantir l'absence d'incidence négative importante sur le maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées.

Les résultats du diagnostic permettront à l'EPFIF d'accompagner la collectivité ou un futur opérateur, en lui transmettant les éléments de contexte environnemental et les obligations qu'il devra intégrer à son projet.

#### Cadre opérationnel :

Le titulaire est sollicité par l'EPF via l'envoi d'une fiche de saisine. Il transmet en retour un devis précisant les modalités d'intervention et incluant un planning de réalisation. La restitution des résultats doit être réalisée dans les délais impartis, et des réunions intermédiaires peuvent être organisées selon les besoins du projet.

Cette mission concerne des périmètres d'intervention de l'EPFIF qui peuvent être partiellement bâtis

ou non bâtis et porter tout type d'occupation (logements, activités économiques, activités agricoles...). Les sites à expertiser n'appartiennent pas toujours à l'EPFIF. Dans tous les cas, les modalités d'accès aux parcelles seront fournies dans le cadre de la fiche saisine.

### **3.2.1 MISSION 2.1. DIAGNOSTIC FAUNE FLORE**

#### **Etapes**

- Synthèse des données bibliographiques

Si le site n'a pas été étudié dans la mission 1 (3.1 du présent CCTP) ou que l'étude réalisée est trop ancienne (> à 3 ans) ou que le contexte territorial et/ou réglementaire a évolué, une étude bibliographique devra être réalisée avant la réalisation des inventaires ou des mesures sur le terrain, conformément à la méthodologie évoquée ci-dessus.

- Passage sur site

Les mesures de terrain devront s'étaler sur les quatre saisons. Le ou les écologues déclineront l'étude à tous les ordres comportant des espèces protégées susceptibles d'être présentes sur le site.

Les inventaires naturalistes seront réalisés selon des méthodologies spécifiques à chaque groupe inventorié, (ces protocoles seront adaptés en fonction des résultats des analyses bibliographiques et des compléments à apporter puis seront soumis au service commanditaire avant d'être mis en œuvre).

#### **Livrables attendus**

Pour chaque périmètre étudié, il sera donc demandé au prestataire de fournir rapport en PDF comprenant :

- Étude bibliographique,
- Rapport d'inventaire et diagnostic faune-flore-habitats,
- Évaluation de la qualité et de l'état des habitats terrestres et aquatiques,
- Inventaire floristique récapitulant l'ensemble des données récoltées sur le terrain,
- Localisation des espèces patrimoniales / protégées / espèces exotiques envahissantes, ...
- Tableaux récapitulatifs commentés par groupe faunistique,
- Localisation des espèces patrimoniales, protégées ou communautaires observées et de leurs modalités d'utilisation de l'aire d'étude. *Format : Cartographie SIG à échelle appropriée (une carte par groupe faunistique minimum),*
- Des cartes de sensibilité écologique spécifiques,
- Une carte de sensibilité écologique synthétique,
- Une synthèse des enjeux écologiques et une présentation de l'Indice de Qualité Ecologique (IQE) basée sur la méthode du Muséum National d'Histoire Naturel.
- Une analyse réglementaire permettant d'étudier les obligations liées au projet (Cas par Cas, Etude d'Impact, Loi sur l'eau, Dérogation Espèces Protégées...) et le besoin d'études complémentaires.

Les données cartographiques seront fournies à l'EPFIF sous la forme de fichiers SIG au format Shapefile (.shp) en projection Lambert 93.

La saisie des données récoltées dans le cadre de l'étude se fera sur l'une des deux bases de données de référence régionales Cettia (faune et flore) ou Flora (uniquement flore) afin que les données puissent être réutilisées par l'ensemble de la communauté naturaliste et pour des futurs projets.

### **Délais**

A réception de la fiche saisine par le prestataire ce dernier disposera d'un délai de réponse de 15 jours ouvrés maximum.

Le titulaire proposera un planning prévisionnel détaillé dans le devis transmis à l'EPFIF pour validation. Le délai de réalisation sera de 14 mois à compter de la notification et couvrira l'ensemble des étapes de la mission.

## **3.2.2. MISSION 2.2. ETUDE DES IMPACTS DU PROJET**

### **Etapes**

Les impacts directs, indirects, cumulatifs, temporaires ou permanents des modalités de gestion et de démolition du site ainsi que du projet (selon son niveau de définition), seront décrits et évalués concernant les atteintes portées à la faune, la flore, les habitats naturels et le fonctionnement écologique sur le secteur d'étude.

Chaque impact sera précisément décrit, argumenté, quantifié et sa nature sera identifiée :

- Dégradation ou destruction d'habitats patrimoniaux (intérêt communautaire, rares, menacés...) ;
- Dégradation ou destruction d'habitats d'intérêt pour certains groupes faunistiques ;
- Dégradation ou destruction de stations d'espèces végétales protégées ou patrimoniales ;
- Destruction / perturbation d'individus d'espèces animales protégées ou patrimoniales, de zones de dépendance écologique (zones de reproduction, d'hivernage, d'alimentation, de repos...),
- Destruction/altération de la fonctionnalité de corridors écologiques ou d'axes de déplacement à l'échelle locale ou supra locale,
- Dérangement d'espèces animales sensibles...

Les causes (emprise de l'aménagement, zones annexes aux travaux, circulations d'engins et de personnes, bruit, etc) et conséquences de chaque impact seront précisées dans la mesure du possible. L'analyse prendra à la fois en compte les impacts potentiels des travaux (destruction de la végétation, destruction d'individus d'espèces animales, circulation d'engins et de personnes...) et les impacts potentiels de l'aménagement lui-même (bruit, circulation...).

Chaque impact sera classé selon :

- Son intensité : croisement entre les niveaux de sensibilités des espèces et leurs habitats de vie à la portée de l'impact donné.
- Sa portée : croisement entre la surface / le nombre d'individus / la fonctionnalité écologique impactée de manière importante/marginale et de manière irréversible/temporaire.

L'évaluation des niveaux d'impact est ainsi déduite selon **4 niveaux** : Fort/ Modéré/Faible/Négligeable.

### **Livrables attendus**

- Rapport d'évaluation des impacts écologiques,
- Évaluation quantitative et qualitative des impacts,
- Cartographie des enjeux et impacts.

Les données cartographiques seront fournies à l'EPFIF sous la forme de fichiers SIG au format Shapefile (.shp) en projection Lambert 93.

### **Délais**

Le titulaire proposera un planning prévisionnel détaillé dans le devis transmis à l'EPFIF pour validation. Le délai de réalisation sera de 2 mois à compter de la notification et couvrira l'ensemble des étapes de la mission.

### **3.2.3. MISSION 2.3 : MESURES EVITER ET REDUIRE**

#### **Etapes**

Dans le cas où les incidences globales du projet sont significativement négatives, l'EPF pourra solliciter le prestataire, via un bon de commande, pour qu'il réalise la mission 2.3, détaillée ci-dessous.

Cette mission consiste à proposer, à travers l'application de la séquence ERC, des mesures visant à éviter ou réduire au maximum ces impacts, en adaptant à la fois les modalités de gestion, de destruction et les caractéristiques du projet.

Lorsque le projet est déjà partiellement ou totalement défini, le prestataire proposera, en complément, des mesures d'évitement et de réduction visant à en atténuer les effets notables prévisibles sur l'environnement.

La proposition de mesures correctives devra permettre de répondre aux effets négatifs identifiés lors de l'analyse des incidences portant notamment sur :

- La perte d'habitat,
- La modification des habitats,
- Les principales espèces impactées (espèces protégées, espèces menacées, espèces rares, espèces sensibles à un projet d'aménagement) avec un rappel sur leur mode de vie (phénologie, biologie...),
- La perte de fonctionnalité : rupture des déplacements, fragmentation de l'aire vitale des espèces,
- Les dérangements, risques de dispersion, risques accidentogènes, risques de pollution chronique ou accidentelles.

Le prestataire devra :

- Etudier les mesures de suppression et si possible de réduction des incidences ;
- Préciser pour chaque mesure : la nature, les incidences résiduelles après application , les dépenses d'investissement et de fonctionnement ;

- S'assurer du respect des principes fixés par l'article L163-1 du Code de l'environnement si des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité sont proposées
- S'assurer que les mesures proposées constitueront la solution présentant le moins d'impacts négatifs résiduels possibles
- Proposer l'évolution des travaux / du projet vers une solution de moindre incidence.

L'évaluation permettra alors d'apprécier les effets sur l'environnement de ces différentes solutions et de les comparer. La comparaison des incidences de chaque variante pourra prendre en compte séparément des critères techniques, économiques et écologiques, mais le prestataire devra clairement identifier la solution qui répond le mieux à la conservation ou l'intégrité du site et de ses fonctions écologiques. Cette comparaison devra pouvoir être mobilisée dans la description des solutions de substitution raisonnables attendue au 7° du R122-2 du Code de l'environnement lorsque l'étude d'impacts est requise.

Dans ce contexte, le guide Suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation (Cerema, 2020) peut constituer une aide à la définition des mesures d'évitement et de réduction.

En fonction des projets, et à la demande de l'EPFIF, le prestataire pourra être amené à proposer des mesures d'évitement et de réduction afin de répondre aux dispositions de l'article L411-2-1 du Code de l'environnement permettant d'être dispensé de l'obtention de la dérogation mentionnée au 4° du I de l'article L. 411-2.

L'EPF n'a pas vocation à mettre en œuvre directement les mesures de compensation au titre de la séquence ERC mais pourra le cas échéant en faciliter la réalisation dans le cadre de ses missions.

### **Livrables attendus**

Le prestataire proposera un rapport PDF comprenant :

- La hiérarchisation des mesures d'évitement et de réduction selon leur phase (éviter, réduire), leur type, leur catégorie et leur sous-catégorie, répondant au cadre réglementaire
- La comparaison des variantes ou scénarios d'aménagement (critères écologique, économique...),
- Une note de synthèse : Rappel des enjeux, des impacts et des scénarios recommandés.
- La proposition éventuelle de mesures compensatoires

### **Délais**

Le titulaire proposera un planning prévisionnel détaillé dans le devis transmis à l'EPFIF pour validation. Le délai de réalisation sera de 2 mois à compter de la notification et couvrira l'ensemble des étapes de la mission.

Dans le cas où une restitution est demandée au prestataire à la suite de la réalisation de la mission, il sera demandé de transmettre le livrable de l'étude au moins 7 jours ouvrés avant la restitution orale, et de prévoir un temps supplémentaire d'ajustements si nécessaire en fonction des retours émis après la réunion de présentation. Il sera demandé au prestataire de transmettre le compte rendu une fois la présentation réalisée dans un délais de 15 jours ouvrés.

### **3.2.4. MISSION 2.4. SUIVI ET CONTRÔLE DE LA MISE EN OEUVRE DES MESURES EVITER ET REDUIRE**

#### **Etapes**

A la demande de l'EPF, le prestataire devra s'assurer que toutes les mesures d'évitement et de réduction décidées en fonction du projet et des enjeux sont bien mises en œuvre dans le cadre de la gestion du site et des travaux de démolitions (notamment avifaune, chiroptère). Des passages sur site devront être effectués afin de vérifier la bonne application de ces mesures.

Si le prestataire identifie un manquement à la mise en œuvre des mesures préconisées, il devra en informer son interlocuteur à l'EPFIF immédiatement et cela sans attendre la rédaction du livrable.

#### **Livrable attendu**

À l'issue de chaque passage, un rapport PDF sera rédigé pour présenter les éventuelles non-conformités et les recommandations nécessaires.

Les modalités de suivi devront être conformes à celles définies dans le guide Suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation (Cerema, 2020).

#### **Délais**

Le titulaire proposera un planning prévisionnel détaillé dans le devis transmis à l'EPFIF pour validation. Le délai de réalisation sera de 1 mois à compter de la notification et couvrira l'ensemble des étapes de la mission.

### **3.3. MISSION 3 : DELIMITATION ET FONCTIONNALITE DES ZONES HUMIDES**

#### **Contexte de la mission**

Cette étude pourra être demandée pour les sites où un enjeu zone humide aura été identifié par l'EPF (en interrogeant la couche « Enveloppe d'alerte de la DRIEAT ») ou lors du diagnostic de la mission 1 ou 2.

#### **Objectif de la mission**

L'objectif de cette mission est de guider la réflexion du projet afin de minimiser ou réduire son impact sur la zone humide concernée. Pour ce faire, le prestataire réalisera la délimitation précise de la zone humide au sens du 1° du L211-1 du Code de l'environnement (mission 3.3.1) et une étude de sa fonctionnalité écologique (mission 3.3.2) une fois cette dernière identifiée. Ces étapes permettent de mieux comprendre les enjeux du site en évaluant les fonctions hydrologiques, biologiques et écologiques de la zone humide. Les deux missions précitées pourront être dissociées en fonction des besoins.

#### **Cadres imposés**

##### **Cadre méthodologique :**

Conformément à l'article R.211-108 du Code de l'environnement et à l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 30 juin 2021, le prestataire devra réaliser une délimitation précise des zones humides présentes sur le site d'étude.

Cette identification s'appuiera sur l'analyse conjointe des critères floristique et pédologique et devra reposer sur un état des lieux sous la forme d'une étude bibliographique de pré-localisation des zones humides, en utilisant toutes les données existantes.

Une fois la zone humide délimitée, le prestataire évaluera ses fonctionnalités selon la **méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides dans sa version 2 publiée en septembre 2023**.

#### Cadre règlementaire :

L'atteinte aux zones humides est encadrée par plusieurs dispositions du Code de l'environnement dont notamment :

- Article L210-1 : considérant l'eau comme patrimoine commun de la nation et disposant que sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.
- Article L211-1 : définissant les zones humides et fixant les différents objectifs de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
- Article L214-1 : encadrant les régimes d'autorisation et de déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) sur les milieux aquatiques et la ressource en eau
- Article R211-108 : fixant les critères d'identification et de délimitation des zones humides
- 

L'arrêté du 24 juin 2008 relatif à la définition et à la délimitation des zones humides définit la méthodologie officielle pour identifier les zones humides au titre de la loi sur l'eau (article L.211-1 du Code de l'environnement).

#### Cadre opérationnel

Le titulaire est sollicité par l'EPF via l'envoi d'une fiche saisine.

A réception de la fiche saisine par le prestataire ce dernier disposera d'un délai de réponse de 15 jours ouvrés maximum.

Il transmet en retour un devis précisant les modalités d'intervention et incluant un planning de réalisation. La restitution des résultats doit respecter les délais impartis, et des réunions intermédiaires peuvent être organisées selon les besoins du projet.

Cette mission concerne des périmètres d'intervention de l'EPFIF qui peuvent être partiellement bâtis ou non bâtis et porter tout type d'occupation (logements, activités économiques, activités agricoles...). Les sites à expertiser n'appartiennent pas toujours à l'EPFIF. Dans tous les cas, les modalités d'accès aux parcelles seront fournies dans le cadre de la fiche saisine

### **3.3.1. MISSION 3.1. DELIMITATION DES ZONES HUMIDES**

#### Etapes

La définition de zones humides sera basée sur un état des lieux bibliographique préalable permettant de pré-localiser les zones humides.

En préalable, le prestataire devra préciser et compléter les études réalisées (notamment en mission 1) par des inventaires ou des mesures sur le terrain. Le prestataire présentera sa proposition méthodologique adaptée aux enjeux mis en évidence par la bibliographie.

Si le site n'a pas été étudié dans le cadre de la mission 1 ou 2, une étude bibliographique devra être réalisée avant la réalisation des inventaires ou des mesures sur le terrain.

Outre les éléments issus des études déjà réalisées, l'ensemble des informations collectées par le prestataire lui permettra d'établir un rapport afin de conclure sur la présence d'une zone humide et sa délimitation. Ces données seront synthétisées sur des fiches d'observation terrain illustrées par des photographies et des cartes. L'échelle des cartes devra être adaptée aux sites étudiés.

En cohérence avec la méthodologie définie dans l'arrêté du 24 juin 2008 relatif à la délimitation des zones humides, il est attendu :

- Un relevé de végétation,
- La réalisation de sondages pédologiques dont la localisation sera adaptée aux éléments de contexte obtenus.

Si l'une de ces caractéristiques est présente, le sol peut être considéré comme sol de zone humide.

#### **Livrables attendus**

Le prestataire proposera un rapport PDF comprenant :

- Les éléments d'analyse,
- Cartographie des sondages et des éléments identifiés selon la base de données GWERN,
- Présentation des enjeux identifiés,
- Une analyse réglementaire permettant d'étudier les obligations liées au projet (Cas par Cas, Etude d'Impact, Loi sur l'eau, Dérogation Espèces Protégées...) et le besoin d'études complémentaires.

Les données cartographiques seront fournies à l'EPFIF sous la forme de fichiers SIG au format Shapefile (.shp) en projection Lambert 93.

#### **Délais**

Le titulaire proposera un planning prévisionnel détaillé dans le devis transmis à l'EPFIF pour validation. Le délai de réalisation sera de 2 mois à compter de la notification et couvrira l'ensemble des étapes de la mission.

Certains dossiers pourront avoir un caractère urgent. Dans la fiche saisine, l'EPFIF inscrira le caractère urgent. Le prestataire devra pouvoir répondre à cette urgence.

L'EPFIF s'engage à ne pas abuser de la procédure dite "d'urgence".

### **3.3.2. MISSION 3.2. FONCTIONNALITE DES ZONES HUMIDES**

Les zones humides fournissent de multiples services utiles aux équilibres naturels et aux activités humaines :

- Soutient le débit d'un cours d'eau
- Ralentit les ruissellements
- Recharge les nappes
- Épure les nutriments
- Stocke le carbone



- Accueille la flore et la faune...

### **Etapes**

Il est attendu du prestataire qu'il propose une méthodologie cohérente avec la méthodologie nationale d'évaluation des fonctions des zones humides. Les trois fonctions (hydrologique, biogéochimique, d'accomplissement du cycle biologique des espèces) et leurs sous-fonctions associées mentionnées dans le Guide de la méthode nationale d'évaluation des zones humides - Version 2 – oubliée en septembre 2023 sont à évaluer.

Il réalisera donc :

- Un diagnostic de contexte :
  - Masse d'eau de surface associée (par ex. cours d'eau),
  - Environnement amont et aux alentours,
  - Fonctionnement hydro géomorphologique du site,
  - Les habitats dans le site.
- Un Interface de dimensionnement,
- Un diagnostic fonctionnel comprenant notamment l'évaluation de l'équivalence fonctionnelle indicateur par indicateur.

Il sera demandé au prestataire de fournir une analyse réglementaire synthétique, visant à identifier les principales règles juridiques applicables : régime IOTA, loi sur l'eau, SAGE ou SDAGE.

Cette analyse permettra d'anticiper les procédures réglementaires et d'évaluer la compatibilité du projet avec la réglementation en vigueur.

### **Livrables attendus**

Le prestataire proposera un rapport PDF comprenant :

- Le diagnostic complet (contexte, interface et fonctionnel): Présentation du contexte et des objectifs de l'étude. Description et analyse des fonctions assurées : hydrologiques, biogéochimiques et écologiques. Rôle de la zone humide dans le fonctionnement du territoire...
- La synthèse des fonctionnalités de la Zone Humide.
- Une analyse juridique.

Les données cartographiques seront fournies à l'EPFIF sous la forme de fichiers SIG au format Shapefile (.shp) en projection Lambert 93.

### **Délais**

Le titulaire proposera un planning prévisionnel détaillé dans le devis transmis à l'EPFIF pour validation. Le délai de réalisation sera de 3 mois à compter de la notification et couvrira l'ensemble des étapes de la mission.

Dans le cas où une restitution est demandée au prestataire à la suite de la réalisation de la mission, il sera demandé de transmettre le livrable de l'étude au moins 7 jours ouvrés avant la restitution orale, et de prévoir un temps supplémentaire d'ajustements si nécessaire en fonction des retours émis après la réunion de présentation. Il pourra être demandé au prestataire de transmettre le compte rendu une fois la présentation réalisée dans un délai de 15 jours ouvrés.

### **3.4. MISSION 4 : DIAGNOSTIC PHYTOSANITAIRE**

#### **Contexte de la mission**

Cette étude pourra être demandée pour les sites sur lesquels un enjeu lié au patrimoine arboré aura été identifié par l'EPF. Le diagnostic phytosanitaire des arbres avant la délivrance d'un permis de construire est une étape essentielle pour assurer la protection de l'environnement, la sécurité publique et permettre une meilleure cohabitation du bâti avec les arbres.

#### **Objectif de la mission**

L'objectif de cette mission est de guider la gestion du site et la conception du projet afin de limiter les impacts sur le patrimoine arboré existant. Pour ce faire, le prestataire réalisera un diagnostic phytosanitaire des arbres présents pour identifier leur état de santé, leur stabilité et leur valeur écologique ou paysagère. Cette évaluation vise à éclairer les choix de conservation, d'intervention ou d'abattage, en tenant compte des enjeux écologiques, des usages futurs du site, et des contraintes réglementaires.

#### **Cadres imposés**

##### **Cadre méthodologique**

Le diagnostic phytosanitaire portera sur l'examen détaillé de chaque arbre, incluant son identification, l'évaluation de sa vitalité, et l'analyse des risques de dangerosité. L'étude s'appuiera sur des observations de terrain précises, croisées avec les données existantes. Chaque individu sera géolocalisé, mesuré et évalué selon des critères sanitaires et mécaniques. L'état phytosanitaire global sera qualifié et donnera lieu à des préconisations de gestion individualisées. Les résultats seront restitués sous forme de fiches descriptives, base de données et cartographies, accompagnées d'un rapport illustré et présenté.

##### **Cadre réglementaire :**

Les actions menées dans le cadre de cette mission devront respecter les documents d'urbanisme en vigueur sur le territoire concerné, notamment le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ainsi que outils de protection patrimoniaux spécifiques tels que les Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine ([PVAP](#)) et/ou les Plans de Sauvegarde et de Mise en Valeur ([PSMV](#)) présent dans les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR) ou tout document de même nature (ex : ZPPAUP ou AVAP).

##### **Cadre opérationnel :**

Le titulaire est sollicité par l'EPF via l'envoi d'une fiche de saisine.

A réception de la fiche saisine par le prestataire ce dernier disposera d'un délai de réponse de 15 jours ouvrés maximum.

Il transmet en retour un devis précisant les modalités d'intervention et incluant un planning de réalisation. La restitution des résultats doit être réalisée dans les délais impartis, et des réunions intermédiaires peuvent être organisées selon les besoins du projet.

Cette mission concerne des périmètres d'intervention de l'EPFIF qui peuvent être partiellement bâtis ou non bâtis et porter tout type d'occupation (logements, activités économiques, activités agricoles...).

Les sites à expertiser n'appartiennent pas toujours à l'EPFIF. Dans tous les cas, les modalités d'accès aux parcelles seront fournies dans le cadre de la fiche saisine.

### **Etapes**

Les étapes de la mission devront comprendre :

- L'identification de chaque individu et sa géolocalisation,
- La description de chaque individu (propriétés, évaluation de sa vitalité, ...),
- Le diagnostic de dangerosité,
- La conclusion sur l'état phytosanitaire de chaque individu,
- Les préconisations de gestion.

### **Livrables attendus**

Le prestataire produira un rapport PDF comprenant :

- La Méthodologie d'inventaires utilisées
- La synthèse des observations
- A minima, les cartes suivantes :
  - Plan de situation des arbres faisant l'objet du diagnostic
  - Date et localisation des relevés et conditions météorologiques ;
- Fiche individuelle par individu.

Les données cartographiques seront fournies à l'EPFIF sous la forme de fichiers SIG au format Shapefile (.shp) en projection Lambert 93.

### **Délais**

Le titulaire proposera un planning prévisionnel détaillé dans le devis transmis à l'EPFIF pour validation. Le délai de réalisation sera de 2 mois à compter de la notification et couvrira l'ensemble des étapes de la mission.

Certains dossiers pourront avoir un caractère urgent. Dans la fiche saisine, l'EPFIF inscrira le caractère urgent. Le prestataire devra pouvoir répondre à cette urgence.

L'EPFIF s'engage à ne pas abuser de la procédure dite "d'urgence".

## **3.5. MISSION 5. PRECONISATION D'INTERVENTION ET DE GESTION ADAPTEES AUX ENJEUX ECOLOGIQUES DU SITE**

### **Contexte de la mission**

Dans le cadre de la gestion effectuée par l'EPFIF, des travaux de déconstruction et/ou de débroussaillage sont nécessaires. Ces actions doivent s'inscrire dans le respect des enjeux écologiques du site et des réglementations environnementales en vigueur.

### **Objectif de la mission**

L'objectif est de proposer des pratiques de gestion et de déconstruction adaptées afin de permettre une intervention sur le site en limitant les impacts sur les milieux naturels, la biodiversité et sur les enjeux identifiés. Cette mission se décompose en deux missions pouvant être dissociées : la définition

des préconisations (3.5.1) et le suivi de la mise en œuvre de ces préconisations (3.5.2).

### **Cadres imposés**

#### **Cadre méthodologique**

Le prestataire proposera sur la base des observations de terrain et de l'identification des enjeux présents sur le site, des modalités d'intervention compatibles, qui n'impactent pas les enjeux identifiés.

Les études permettant de rédiger les préconisations d'interventions pourront être les études commandées dans le cadre du présent marché notamment la Mission 1 et la Mission 2 ou des études réalisées par les opérateurs du projet.

#### **Cadre réglementaire :**

Cette mission s'inscrit dans le cadre du respect de la mise en œuvre de la séquence éviter et réduire, conformément au 2° de l'article L.110-1 du Code de l'environnement.

Par ailleurs, les dispositions de l'article L411-2-1 du même code permettent d'être dispensé de l'obtention de la dérogation mentionnée au 4° du I de l'article L. 411-2 lorsque le projet comporte des mesures d'évitement et de réduction présentant des garanties d'effectivité telles qu'elles permettent de diminuer le risque de destruction ou de perturbation des espèces et lorsque ce projet intègre un dispositif de suivi permettant d'évaluer l'efficacité de ces mesures et, le cas échéant, de prendre toute mesure supplémentaire nécessaire pour garantir l'absence d'incidence négative importante sur le maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées.

#### **Cadre opérationnel :**

Le titulaire est sollicité par l'EPF via l'envoi d'une fiche de saisine.

A réception de la fiche saisine par le prestataire ce dernier disposera d'un délai de réponse de 15 jours ouvrés maximum.

Il transmet en retour un devis précisant les modalités d'intervention et incluant un planning de réalisation. La restitution des résultats doit être réalisée dans les délais impartis, et des réunions intermédiaires peuvent être organisées selon les besoins du projet.

Cette mission concerne des périmètres d'intervention de l'EPFIF qui peuvent être partiellement bâtis ou non bâtis et porter tout type d'occupation (logements, activités économiques, activités agricoles...).

### **3.5.1. MISSION 5.1. PRECONISATIONS**

#### **Etapas**

Sur des parcelles dont l'EPFIF serait propriétaire et pour lesquelles une solution dynamique de portage n'aurait pas pu être mise en place, il est demandé au prestataire de proposer des préconisations de gestion écologique du site.

Ce document proposera des recommandations adaptées aux enjeux identifiés, (notamment en lien avec les espèces exotiques envahissantes et espèces protégées) et aux mesures d'évitement et de réduction fixées le cas échéant par les autorisations environnementales portant sur le site concerné.

#### **Livrables attendus**

Le prestataire fournira un rapport PDF comprenant :

- Les préconisations liées aux modalités d'interventions prévues sur le site, celles-ci devront permettre de respecter le cadre réglementaire applicable notamment les dispositions de l'article L411-2-1 du Code de l'environnement ;
- Un plan de gestion à destination des gestionnaires d'espaces verts. Avec au minimum les données suivantes :
  - o Les caractéristiques sommaires du site,
  - o Les enjeux faune-flore à prendre en compte,
  - o Les fiches d'intervention à destination du prestataire chargé de la gestion
- Les éléments permettant de ne pas modifier l'état initial du site (espèces à planter, modes de gestion (fauche, intrants, ...)),
- Un calendrier de gestion,
- Des indicateurs de suivi simples.
- Une cartographie permettant de localiser les mesures à mettre en œuvre et les éléments à prendre en compte.

Ces éléments seront synthétisés dans une fiche basée sur le phasage prévu du projet.

Les données cartographiques seront fournies à l'EPFIF sous la forme de fichiers SIG au format Shapefile (.shp) en projection Lambert 93.

### **Délais**

Le titulaire proposera un planning prévisionnel détaillé dans le devis transmis à l'EPFIF pour validation. Le délai de réalisation sera de 1 mois à compter de la notification et couvrira l'ensemble des étapes de la mission. Certains dossiers pourront avoir un caractère urgent. Dans la fiche saisine, l'EPFIF inscrira le caractère urgent. Le prestataire devra pouvoir répondre à cette urgence.

L'EPFIF s'engage à ne pas abuser de la procédure dite "d'urgence".

### **3.5.2. MISSION 5.2. SUIVI DES PRECONISATIONS**

#### **Etapas**

##### **Mise en place du suivi**

Le prestataire organisera et planifiera des visites de terrain pour contrôler la mise en œuvre des préconisations de gestion du site.

##### **Contrôle de la conformité des interventions**

Le prestataire sera chargé de vérifier que la gestion et les travaux réalisés respectent les recommandations et modalités définies (calendrier, zones d'intervention, pratiques etc.).

##### **Réajustement des préconisations si nécessaire**

En fonction des résultats du suivi, le prestataire sera chargé de proposer des modifications et/ou amélioration pour mieux répondre aux enjeux écologiques.

#### **Livrables attendus**

Le prestataire produira un rapport de suivi au format PDF détaillant les observations ainsi que des

propositions d'ajustements ou d'actions correctives si nécessaire.

### **Délais**

Le titulaire proposera un planning prévisionnel détaillé dans le devis transmis à l'EPFIF pour validation. Le délai de réalisation sera de 1 mois à compter de la notification et couvrira l'ensemble des étapes de la mission.

Si le prestataire identifie un manquement à la mise en œuvre des mesures préconisées, il devra en informer son interlocuteur à l'EPFIF immédiatement et cela sans attendre la rédaction du livrable.

## **3.6. MISSION 6 : EVALUATION PREALABLE DU POTENTIEL DE MOBILISATION DU FONCIER POUR LA COMPENSATION**

### **Contexte de la mission**

L'EPFIF intervient en amont des projets en tant que porteur foncier. Il n'est donc pas concerné par la mise en place de mesures compensatoires prévues dans le cadre de séquence ERC (article 110-1 du code de l'environnement) liée au projet pour lesquels il intervient. Cependant, en tant que facilitateur des projets, l'EPFIF peut être amené à évaluer le potentiel écologique de ses fonciers pour accueillir des mesures compensatoires portées par les maîtres d'ouvrage dans le cadre des conventions d'intervention foncière signée avec l'EPFIF.

### **Objectif de la mission**

Dans le cas où la réalisation d'opérations pour lesquelles l'EPFIF porterait le foncier, serait conditionnée à l'identification de sites permettant la mise en œuvre des mesures compensatoires liées aux atteintes à la biodiversité, l'EPFIF sollicitera le prestataire pour qu'il analyse le potentiel compensatoire des sites appartenant à l'EPFIF préalablement ciblés par ce dernier.

Cette analyse pourra aussi bien se situer dans un cadre exploratoire, sans que le besoin compensatoire n'ait été défini par le porteur de projet, dans ce cas, il s'agira essentiellement d'évaluer le potentiel de restauration théorique du site ; que dans un cadre pré-opérationnel ou opérationnel, l'analyse se fera au regard des besoins identifiés et devra permettre au porteur de projet de démontrer l'équivalence écologique et de garantir a minima l'absence de perte nette voire un gain de biodiversité sur le site compensatoire. .

### **Cadre imposé**

#### **Cadre méthodologique**

Pour cela, les sites seront analysés selon les gains écologiques potentiels, en se basant sur l'état et le fonctionnement du réseau écologique existant et sa capacité à être amélioré ou à accueillir de nouvelles populations.

Il est attendu que le prestataire définisse la méthodologie utilisée pour mettre en œuvre cette stratégie sur les fonciers EPFIF. Les analyses devront être réalisées à partir d'un outil de modélisation des dynamiques écologiques afin de produire des conclusions plus fines et plus fiables. Les méthodologies n'intégrant pas de modélisation ne seront pas recevables.

#### **Cadre réglementaire**

Cette mission s'inscrit dans le cadre de l'application de la séquence éviter réduire et compenser définie

dans les articles L.110-1 et L163-1 du Code de l'environnement.

#### Cadre opérationnel

Le titulaire est sollicité par l'EPF via l'envoi d'une fiche de saisine. Il transmet en retour un devis précisant les modalités d'intervention et incluant un planning de réalisation. La restitution des résultats doit être réalisée dans les délais impartis, et des réunions intermédiaires peuvent être organisées selon les besoins du projet.

Cette mission concerne des périmètres d'intervention de l'EPFIF qui peuvent être partiellement bâtis ou non bâtis et porter tout type d'occupation (logements, activités économiques, activités agricoles...).

#### Livrable attendu

Rapport PDF mettant en évidence pour le site étudié les potentiels de restauration écologique dans le cadre de la compensation des atteintes à la biodiversité, les gains écologiques possibles et sa cohérence avec les besoins compensatoires du projet urbain le cas échéant. L'outil de modélisation ainsi que les données qui en sortiront seront à remettre à chaque fin de mission à l'EPFIF.

**A réception de la fiche saisine par le prestataire ce dernier disposera d'un délai de réponse de 15 jours ouvrés maximum.** Une cartographie est attendue. Les données cartographiques seront fournies à l'EPFIF sous la forme de fichiers SIG au format Shapefile (.shp) en projection Lambert 93.

#### Délais

Le titulaire proposera un planning prévisionnel détaillé dans le devis transmis à l'EPFIF pour validation. Le délai de réalisation sera de 2 mois à compter de la notification et couvrira l'ensemble des étapes de la mission.

Dans le cas où une restitution est demandée au prestataire à la suite de la réalisation de la mission, il sera demandé de transmettre le livrable de l'étude au moins 7 jours ouvrés avant la restitution orale, et de prévoir un temps supplémentaire d'ajustements si nécessaire en fonction des retours émis après la réunion de présentation. Il pourra être demandé au prestataire de transmettre le compte rendu une fois la présentation réalisée dans un délais de 15 jours ouvrés.

### **3.7. MISSION 7 : SENSIBILISATION**

#### **Contexte de la mission**

Dans le cadre de ses missions, le prestataire peut être mobilisé pour sensibiliser les équipes de l'EPFIF à la prise en compte des enjeux écologiques

#### **Objectif de la mission**

L'objectif de cette mission est de renforcer la compréhension et la montée en compétence en interne de l'EPFIF.

#### **Cadres imposés**

Le prestataire interviendra durant des sessions de sensibilisation appuyé d'un support de présentation. Il présentera un exposé sur une thématique choisie par l'EPFIF.

La durée de cette présentation ne devra pas excéder 2 heures.

Cette mission s'inscrit dans le respect des obligations légales liées à la protection de l'environnement et des espèces protégées.

Le titulaire est sollicité par l'EPF via l'envoi d'une fiche de saisine.

A réception de la fiche saisine par le prestataire ce dernier disposera d'un délai de réponse de 15 jours ouvrés maximum.

Il transmet en retour un devis précisant les modalités d'intervention et incluant un planning de réalisation.

### **Etapes**

Le prestataire pourra être sollicitée par l'EPFIF pour présenter en interne la méthodologie de prise en compte des enjeux écologiques dans le cadre d'intervention de l'EPFIF.

Il s'agira de présenter :

- Le contexte juridique et réglementaire (mis à jour régulièrement) lié aux enjeux écologiques dans le cadre d'opération d'aménagement et de construction
- La méthodologie de prise en compte de ces enjeux et présentation des missions du présent cahier des charges qui pourront être sollicitées par les opérationnels pour y répondre.
- Un logigramme d'aide à la décision à destination des opérationnels dans le cadre d'intervention de l'EPFIF

### **Livrables attendus**

- Support de présentation PPT utilisé lors de la réunion de sensibilisation

### **Délais**

Le titulaire proposera un planning prévisionnel détaillé dans le devis transmis à l'EPFIF pour validation. Il est demandé de transmettre le support de présentation au moins 7 jours ouvrés avant la réunion de sensibilisation. Il pourra être demandé au prestataire de transmettre le compte rendu une fois la présentation réalisée dans un délais de 15 jours ouvrés.

## **3.8. MISSION 8 : REUNIONS NECESSAIRES AUX ETUDES**

### **Contexte**

Concernant certaines missions, l'EPFIF peut solliciter le prestataire pour organiser une réunion de présentation des missions réalisées et des résultats obtenus, à réaliser dans les délais définis.

Selon les missions et les enjeux écologiques mis en évidence, le prestataire devra prévoir :

- Un accompagnement en préfecture ou devant les services déconcentrés de l'Etat,
- D'autres réunions nécessaires à la bonne réalisation de la mission comme, par exemple, une présentation en commune.

### **Délais**

Le titulaire proposera un planning prévisionnel détaillé dans le devis transmis à l'EPFIF pour validation.



La réunion devra se tenir dans le délai fixé dans la fiche saisine.

Certains dossiers pourront avoir un caractère urgent. Dans la fiche saisine, l'EPFIF inscrira le caractère urgent. Le prestataire devra pouvoir répondre à cette urgence.

L'EPFIF s'engage à ne pas abuser de la procédure dite "d'urgence".

#### **4. PILOTAGE ET SUIVI**

Il est demandé au prestataire de partager avec l'EPFIF un document de suivi des missions mis à jour régulièrement. Ce document devra assurer la visibilité des missions réalisées et à venir ainsi que les dates de passages sur site et les dates de rendu des livrables.

De plus, le prestataire réalisera et transmettra annuellement à l'EPFIF un tableau de synthèse des études réalisées sur l'année dans le cadre du présent marché afin d'en tirer un retour d'expérience et les enseignements d'évolutions méthodologiques qui pourraient s'avérer nécessaires. Une réunion annuelle sera organisée pour partager le bilan de l'année écoulée.

Les conditions d'accès au site doivent être optimales pour la bonne réalisation des investigations de terrain. Le protocole d'obtention sera le suivant :

- L'EPFIF fournit une fiche saisine avec les informations d'accès.
- Délai de prévenance : Le prestataire informe l'EPFIF de sa date de passage avec un délai de prévenance de 10 jours ouvrés. Ce délai exclut le changement lié à des conditions météorologiques connues à moins de 8 jours ouvrés. Les aléas météorologiques sont un impondérable des sorties sur le terrain ce qui peut nécessiter un changement de calendrier du jour pour le lendemain.
- L'EPFIF contacte les gestionnaires (privés ou publics) préalablement au déplacement sur site pour transmettre au prestataire les conditions d'accès précises dans la fiche saisine mise à jour (point de récupération des clés, numéros de cadenas etc.).

**Important :** sauf accord préalable de l'EPFIF, le prestataire ne devra en aucun cas se rendre sur site avant la notification effective de la mission. Tout manquement à cette obligation pourra être sanctionné.

De même, dans le cas où les informations relatives aux accès transmises par l'EPFIF seraient erronées et qu'aucune solution n'ait pu être trouvée sans mobilisation supplémentaire du prestataire, ce dernier sera autorisé à facturer le temps passé sous réserve d'avoir obtenu la validation au préalable de l'EPFIF sur la base d'une justification argumentée et d'une évaluation du montant correspondant strictement au temps passé.

#### **5. ORGANISATION**

##### **5.1. Désignation des interlocuteurs privilégiés avec l'EPFIF**

Il est demandé que le prestataire identifie pour l'ensemble du marché un interlocuteur privilégié dans

le cadre de la gestion et du suivi du présent marché. Cette personne devra avoir un niveau de qualification, d'expérience et de responsabilité suffisant au sein du bureau d'étude pour suivre les dossiers avec suffisamment d'autonomie. Elle sera responsable, entre autres, de la relecture des rapports et de l'homogénéité des rendus.

### **5.2. Rémunération des missions**

Pour rappel, le marché objet du présent appel d'offres est un accord-cadre à bons de commande multi-attributaires. L'enchaînement des différentes missions n'est pas systématique. En fonction des problématiques propres à chaque site l'EPFIF jugera de la nécessité de faire réaliser ou non par le prestataire les différentes études.

Pour chaque mission un devis d'intervention précisant les objectifs, les moyens, le coût (sur la base des prix du BPU) sera adressé par le prestataire et discuté avant l'engagement de la mission.

Chaque mission fera donc l'objet d'un bon de commande spécifique et d'un rapport particulier.

Le prestataire a dans le cadre de sa mission un rôle d'étude, de conseil et de proposition vis à vis de l'EPF Ile- de-France.

## **6. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

### **6.1 Déplacement dans le cadre des réunions**

Pour se déplacer sur les sites de l'EPFIF, le titulaire privilégie les déplacements avec des véhicules peu polluants.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

### **6.2. Transmission d'information et de documents**

Les échanges sont dématérialisés sauf cas exceptionnels et à la demande expresse du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire prend en compte les recommandations de l'ADEME en termes d'envoi d'E-mails afin de contribuer à la réduction de CO2.

Il privilégie les alternatives aux mails si la pièce jointe est très lourde en remplaçant les pièces jointes par un lien hypertexte ou URL (plateforme partagée).

Le Titulaire doit prévoir, dans le cadre de la transmission de rendu, l'optimisation des pages à imprimer, en réduisant les interlignes, par le choix d'une taille de police spécifique (light ou type Ecofont ou Ryman Eco...), en proposant du recto verso ainsi qu'une impression en noir et blanc sur du papier éco labellisé ou équivalent, avec des encres végétales lorsqu'il est chargé de l'impression.

## 7. ANNEXE

### Annexe 1 – Modèle type de fiche saisine

#### Fiche identité «Ville»«Adresse»

##### DEMANDE

Agence opérationnelle	
Chef de projet EPFIF	
Chef de projet DTE	
Numéro de l'opération	
Date de saisie	
Contexte de la demande	
Durée de portage prévue	

##### SITE (ETAT INITIAL)

Commune	
Adresse	
Parcelle cadastrale	
Surface du terrain du projet en m2	
Type de foncier	
Plan de maîtrise foncière	

##### OCCUPATION DES SOLS (ETAT INITIAL)

Occupation actuelle	
La présence d'une ou plusieurs activités susceptibles de générer ou d'avoir généré des pollutions des sols et sous-sols	
Des espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF)	
Documents disponibles	

##### BIODIVERSITE (ETAT INITIAL)

Un zonage de protection (parcs nationaux, réserves naturelles, réserves biologiques, arrêtés préfectoraux de protection, sites Natura 2000...)	
Un zonage d'inventaires (ZNIEFF (1&2), ZICO)	
Une protection à l'échelle des documents d'urbanisme (EBC emplacements réservés, espaces paysagers remarquables, arbres remarquables, patrimoine arboré protégé, AVAP, SPR...)	
Le site est en enveloppe d'alerte zones humides	
Le site est à proximité d'un cours d'eau	
Documents disponibles	

### GESTION TEMPORAIRE DU SITE

Des démolitions sont-elles prévues	
Si oui, à quelle date ?	
Des défrichements ou abattages d'arbres sont-ils prévus (durant le portage ou à terme)	
Si oui, à a quelle date ?	
Un débroussaillage est-il prévu sur le site ?	
Si oui à a quelle date ?	
Y'a-t-il des contraintes de calendrier à connaître pour l'avancement du projet ?	
Si oui lesquelles ?	
Documents disponibles	

### ACCES AU SITE

Accessibilité (adresse de l'accès, code, ouverture par gardien)	
Maitrise foncière (%)	
Autorisation pour faire les passages et sondages obtenus pour chaque parcelle, si non, raison du refus	
Documents disponibles	

### PROJET ENVISAGE

Existe-il une première ébauche du projet	
--	--

### CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Y'a-t-il un arrêté préfectoral lié à une autorisation environnementale pour le projet global (loi sur l'eau, dérogation espèces protégées...)	
Le site a-t-il déjà été visé par des mesures ERC ou d'autre(s) projet(s)	
Risque de recours	
Projet soumis à étude d'impact/cas par cas	

### ACCOMPAGNEMENT LANCEMENT D'ETUDE

Missions	
Niveau d'urgence, délais attendu	